



## Des acteurs de la lutte contre l'impunité réunis à Port-au-Prince pour renforcer la mobilisation citoyenne

Port-au-Prince, le 26 septembre 2017 - Du 27 au 29 septembre, le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), la Fédération internationale des ligues de droits de l'Homme (FIDH) et le Haut - Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) organisent un colloque à Port-au-Prince sur la lutte contre l'impunité des crimes du passé et la justice transitionnelle. Des experts internationaux, en particulier d'Amérique Latine, et des experts haïtiens, échangeront avec les acteurs clés de la lutte contre l'impunité en Haïti sur l'importance de l'établissement de la vérité et des responsabilités concernant les crimes du passé.

Ces trois journées d'échanges, de partages d'expérience et de discussions entre praticiens et membres de la société civile visent à renforcer les synergies entre ces acteurs, déterminer des stratégies contentieuses et de plaider pour lutter contre l'impunité des crimes du passé, et sensibiliser aux différents mécanismes de justice transitionnelle.

L'histoire d'Haïti est jalonnée de périodes de violences politiques, caractérisées par des régimes autoritaires, dont ceux de François et Jean-Claude Duvalier mais également de Jean Bertrand Aristide, et de coups d'Etat récurrents et sanglants, qui ont donné lieu à de graves violations des droits humains. Aucun mécanisme satisfaisant d'établissement de la vérité ni de procédure judiciaire indépendante et impartiale n'a pu jusqu'à présent aboutir pour restituer les victimes dans leurs droits et contribuer à la construction d'une mémoire collective pourtant indispensable à la non répétition de ces crimes.

**« Dans notre travail quotidien en défense des droits humains aujourd'hui en Haïti, nous ne pouvons que constater que la lutte contre l'impunité des bourreaux et le nécessaire renforcement de la justice sont des conditions indispensables pour consolider l'état de droit »,** a déclaré Pierre Espérance, Directeur exécutif du RNDDH et Secrétaire général de la FIDH.

**« Nous avons été nombreux en Amérique latine à devoir construire des stratégies en soutien aux droits des victimes à la vérité, la justice et la réparation après des régimes dictatoriaux. Partager nos expériences afin que la société civile haïtienne puisse en bénéficier est essentiel, de même que renforcer le dialogue entre acteurs de la lutte contre l'impunité »,** a souligné Gloria Cano, Vice-Présidente de la FIDH et membre d'APRODEH, organisation membre de la FIDH au Pérou.

A travers l'organisation de ce colloque, qui bénéficie du soutien de l'Union européenne, le RNDDH, le CEDH, la FIDH et le HCDH espèrent que les échanges contribueront au renforcement de la mobilisation citoyenne autour de pistes d'action concrètes pour engager les autorités concernées en faveur de la justice, pour que les crimes du passé ne se répètent pas et que leurs auteurs ne restent pas impunis.